

SOLTANI VERSUS MENASRA**Simple querelle de courtisans ?**

La crise au sein du Mouvement de la société pour la paix (MSP) perdure. Voilà plusieurs mois déjà que les clans menés par Aboudjerra Soltani et Abdelmadjid Menasra se livrent une guerre sans merci. Bien qu'étant divisée, la formation islamiste ne compte pas changer de positions politiques.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -

Le Mouvement de la société pour la paix subit aujourd'hui encore les répercussions du 4^e congrès ordinaire qui s'est tenu au mois de mai dernier. La confrontation entre Aboudjerra Soltani et Abdelmadjid Menasra avait alors tourné à la faveur du président sortant. Le conflit, qui aurait dû s'estomper, a finalement dégénéré après le congrès.

«Avant et pendant le congrès, nous étions en situation de compétition. Deux hommes politiques qui défendaient leur programme et leur vision. Mais les propos tenus par Soltani au lendemain de sa victoire prouvent qu'il est totalement irresponsable», souligne Abderezak Achouri, proche de l'aile Menasra.

«Candidat du makhzen»

Selon lui, ce sont les accusations proférées par Soltani lors de la conférence de presse animée le 4 mai au Centre international de presse (CIP) qui ont (re)mis le feu aux poudres.

Dans un long réquisitoire, il avait qualifié son rival de «candidat du makhzen» qui a usé de divers subterfuges pour décrocher la présidence du parti.

«Les congressistes ont mis fin à toutes les ambitions du candidat du makhzen, le candidat des salons.

Ils ont tenté un coup de force en utilisant la famille du cheikh Nahnah, les membres fondateurs et en s'exprimant au nom des Frères musulmans», avait alors déclaré Aboudjerra Soltani.

Des propos considérés comme insultants qui ont mené les pro-Menasra à organiser la contestation au sein du MSP.

Leadership

Pourtant, des proches de Soltani estiment, pour leur part, que le conflit tourne autour du leadership du MSP.

«Nous sommes face à une guerre de leadership, note le député Abdelhalim Abdelouahab. Pour parvenir à ses fins, Abdelmadjid Menasra s'est entouré de cadres, de ce qui est consi-



Photo: Samir Sid

déré comme étant l'élite du parti. Des personnalités qui doivent leur carrière à feu cheikh Nahnah.

De son côté, Soltani jouit du soutien des militants de base et des jeunes cadres issus des structures locales. Et c'est justement cela qui fait sa force.»

Concrètement, le mouvement mené par les contestataires n'a aucune incidence sur le fonctionnement de cette formation. En fait, on peut dire que les tiraillements ne s'affichent quasiment pas. On les décèle au sein des groupes parlementaires du MSP au Sénat et à

l'Assemblée. Tout se joue donc en «interne».

Positions inchangées

Autre réalité : le conflit qui oppose les deux ailes n'a pas de conséquence directe sur les positions politiques du MSP.

«Les positions et les choix politiques du parti sont clairs. Jusqu'à présent, Abdelmadjid Menasra et son groupe ne les ont jamais remis en question. Cela prouve, une fois encore, que c'est une guerre de leadership», a insisté Abdelhalim Abdelouahab. Une vision que confirme d'ailleurs Abderezak Achouri.

Pour ce qui est de notre appartenance à l'Alliance présidentielle, nous ne devons pas aller vers une position qui porterait préjudice aux intérêts du pays et de notre formation. Nous acceptons le principe de cette alliance tout en imposant des limites», dira-t-il.

Selon certains observateurs, ce consensus politique s'explique par le fait que Menasra est aussi proche des «centres de décision» de l'Etat que Soltani. On estime même que Menasra est mieux introduit dans certains cercles que son rival. A titre indicatif, ce dernier a conservé plusieurs privilèges en sa qualité d'ancien ministre de la République. Un statut auquel n'a pas accès la majorité des ex-membres du gouvernement. Finalement, le conflit entre Soltani et Menasra n'est-il qu'une simple querelle de courtisans ?

T. H.

Le RCD poursuit en justice quatre de ses ex-cadres pour diffamation à Béjaïa

Trois élus de l'APW de Béjaïa et le président de l'APC de Tinebdar qui font partie du conseil national du RCD, en l'occurrence Sadi, Tinouche Azzedine, Khelladi Sadek et Bennadji Brahim, viennent d'être poursuivis en justice par le RCD ont annoncé, lors d'un point de presse dans la journée d'hier, les responsables du bureau régional du parti de Saïd Sadi à Béjaïa.

Ces quatre désormais ex-militants du parti de Sadi, qui ont été exclus ces derniers jours des rangs du Rassemblement, sont appelés à comparaître devant la justice sous les accusations de «diffamation, abus de confiance, usurpation de qualité et refus de remettre des documents et autres cachets de sections du RCD», a déclaré l'avocat du parti, M^e Hammoudi Mohamed-Fawzi, lors d'une rencontre avec la presse. A l'origine du dépôt de plainte, la dernière sortie médiatique des quatre militants du RCD, dénonçant ouvertement le premier responsable du parti, Saïd Sadi, l'accusant de s'être «enrichi sur le dos de la structure».

Pour M^e Hammoudi Mohamed-Fawzi, à travers cette sortie, ces auteurs «cherchent plutôt à faire diversion et masquer leurs agissements au sein du parti». Se disant indigné par ce «genre» de déclarations «calomnieuses», l'avocat du RCD qui est également élu à l'APW de Béjaïa n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour fustiger ses ex-camarades du parti. «Ces individus croyaient régner en maîtres sur la wilaya. On parle aujourd'hui de débat politique et d'absence de démocratie au sein de la structure.

J'estime qu'ils sont très mal placés pour donner des leçons de démocratie. Aussi, on aimerait bien savoir quels ont été leurs hauts faits d'armes du temps où ils occupaient le poste de responsables du BR, notamment s'agissant de Tinouche et Bennadji ? On veut un débat public, hé bien ! le parti leur en offre l'opportunité. Ils n'ont qu'à transmettre leurs preuves le jour du procès à la justice, mais nous ne permettrons jamais au sein de notre parti à quiconque d'attenter à l'intégrité des personnes», dira le même avocat du RCD.

Par ailleurs, dans sa déclaration préliminaire, le président du BR a soutenu que «le débat politique est un principe fondateur du RCD. La délinquance est une affaire de justice. Les citoyens de notre wilaya sont invités à suivre la trahison et la cupidité de quelques-uns et apprécieront le courage et le dévouement de beaucoup d'autres».

A. K.

LA CONFÉRENCE NATIONALE SUR L'AGRICULTURE AURA LIEU DANS MOINS D'UN MOIS**La sécurité alimentaire de l'Algérie sera au cœur des débats**

Une conférence nationale sur l'agriculture aura lieu durant la première quinzaine du mois de janvier 2009, a laissé entendre le ministre en charge du secteur, M. Rachid Benaïssa, en marge de l'assemblée générale ordinaire de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), tenue hier à Alger. Un grand intérêt y sera accordé au sujet de la sécurité alimentaire.

Lyès Menacer - Alger

(Le Soir) - Cette conférence, qui devrait être présidée par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, sera l'occasion de faire le point sur la situation qui prévaut dans le secteur, a expliqué le ministre.

«Nous avons constaté un éveil collectif des consciences devant l'appel lancé par le président de la République à relancer réellement le secteur de l'agriculture et à prendre au sérieux le concept de sécurité alimentaire.

Cette conférence va ainsi nous permettre d'évaluer les efforts de tout un chacun et d'en tirer aussi

les leçons afin d'améliorer les rendements et donner un véritable sens à la politique du renouveau de l'économie agricole», a insisté M. Benaïssa.

Le ministre, qui s'est montré optimiste au sujet de la récolte agricole, toutes activités confondues, en raison du bon taux de pluviométrie de cette année, a appelé les représentants des Chambres locales d'agriculture à recentrer leurs activités et reprendre leur mission initiale.

Il a exhorté les présents à l'assemblée générale de la CNA à reprendre en fait le travail de terrain et être plus proches des fellahs

qui se plaignent souvent du manque d'encadrement, capable de les orienter dans l'exercice de leur métier quotidien.

M. Benaïssa a souhaité que les Chambres d'agriculture locales soient de vraies forces de proposition pour faire de l'agriculture un des piliers de l'économie nationale. Il rappellera que la conférence nationale, qui aura lieu donc dans moins d'un mois, sera un rendez-vous pour fournir une analyse de la situation dans chaque wilaya.

C'est à partir de cette analyse, dit-il, que des moyens seront trouvés pour mobiliser toutes les compétences et créer une synergie à l'échelle nationale. Des contrats de performance seront signés avec les représentants de chaque wilaya, tout en prenant en considération les spécificités de chacune

d'elles. Pour sa part, le président de la CNA, M. Mohamed Ould Hocine, a affirmé que de grandes décisions seront prises lors de la signature de ces fameux contrats de performance, sans s'étaler sur le sujet.

Par ailleurs, le ministre de l'Agriculture a justifié la hausse des prix de certains produits agricoles de ces derniers jours par l'interruption des stocks.

«Cela veut dire que nos capacités de stockage sont encore faibles et des efforts sont donc à faire en matière de réalisation des chambres froides à travers l'ensemble du territoire national», a-t-il avoué.

A noter que le président de la CNA a déclaré auparavant, lors d'un point de presse, que le secteur agricole a besoin de 10 milliards de dollars d'aide publique pour sa relance.

L. M.